La guerre qui ne dit pas son nom

Arturo Anguiano*

A PLAINTE DÉPOSÉE AUPRÈS DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE (CPI) de La L Haye contre le président Felipe Calderón, contre des fonctionnaires civils et militaires de son gouvernement et contre des narcotrafiquants du puissant cartel de Sinaloa, tous accusés de crimes contre l'humanité dans la prétendue guerre contre le crime organisé qui a gravement affecté le Mexique ces cinq dernières années, revêt une importance très significative. Avec l'appui de plus de 23 000 signataires, l'avocat mexicain Netzaí Sandoval a mis en évidence le « contexte généralisé de violence systématique qui a conduit le Mexique à une crise humanitaire, avec plus de 50 000 tués, 230 000 déplacés et 10 000 disparus »1/. C'est effectivement le bilan reconnu officiellement à ce jour par le gouvernement du PAN (Partido Acción Nacional – Parti action national) qui est parvenu au pouvoir en 2006 grâce à une fraude électorale massive, mettant ainsi un terme définitif aux espoirs démocratiques soulevés en 2006 par la défaite du régime décadent du PRI (Partido Revolucionario Institucional – Parti révolutionnaire institutionnel) après avoir exercé le monopole du pouvoir pendant plus de soixante-dix ans.

A quelques mois de l'élection présidentielle de 2012, la situation politique du pays se caractérise par l'approfondissement de la décomposition politique et de la dégradation sociale, dû en grande partie à la militarisation et à la violence permanente que le gouvernement de Calderón a instaurées et aggravées depuis son arrivée au pouvoir. La violence verbale que Calderón a affichée pendant sa campagne pour l'élection présidentielle de 2006 a trouvé son expression dans le recours à la fraude électorale, dans l'épreuve de force de sa prise de fonction devant un Congrès révulsé, obligé de supporter son discours d'investiture, mais aussi dans ses premiers pas en tant que chef d'État escorté systématiquement et de façon ostentatoire par l'armée²/.

Le résultat controversé des élections de 2006 a encore aggravé une perte de légitimité des institutions étatiques déjà fortement entamée sous le précédent

opérations de ratissage, des disparitions forcées, des actes de torture et des exécutions sommaires.

^{*} Professeur et chercheur à l'UNAM (Mexico).

1/ La Jornada, 26 novembre 2011. L'État mexicain est accusé de crimes contre l'humanité pour les viols commis par des membres de l'armée, la séquestration et l'esclavagisation de migrants sans papiers par les services de contrôle en collaboration avec des groupes de délinquants, la mort de civils dans des

²/ Sur les circonstances de l'élection de 2006 et ses séquelles, on peut se reporter à mon livre El ocaso interminable. Política y sociedad en el México de los cambios rotos, Era, Mexico, 2010.

gouvernement du PAN dirigé par Vicente Fox (2000-2006). La présidence de Felipe Calderón, entachée dès l'origine par un déficit de légitimité, s'est caractérisée par une atmosphère politique polluée par la persistance flagrante des vices caractéristiques de l'ancien régime que symbolisait le PRI et qu'on prétendait pourtant avoir aboli. Les trois pouvoirs officiels de la « République illusoire » (exécutif, législatif et judiciaire), mais aussi les pouvoirs officieux – comme le sont les centrales patronales, la hiérarchie ecclésiastique catholique et les médias – sont sortis affaiblis de la longue offensive lancée pour destituer López Obrador, le chef du gouvernement du district fédéral [Mexico]. Tous ont œuvré pour empêcher d'abord qu'il soit candidat à l'élection présidentielle et lui faire perdre ensuite son mandat électoral. Ils se sont aussi distingués dans leur capacité à mettre en œuvre, à encourager ou à avaliser la judiciarisation de la politique et la criminalisation du social (résistances, associations, syndicats...) qui ont caractérisé le premier gouvernement de l'ère post-PRI.

Mais ni la toute-puissance de l'État, ni celle de l'oligarchie de l'argent, n'ont réussi à rétablir et à garantir la soumission résignée de larges secteurs de la société, des classes, peuples et communautés qui la composent. Dans l'ensemble, abus de pouvoir, affaiblissement de l'État laïque, intolérance et répression des opposants et des luttes sociales, fraude électorale, enrichissement démesuré d'une minorité, synonyme de précarisation généralisée de l'économie et de corruption sociale à grande échelle sous le gouvernement de droite de Fox – qui a impliqué toutes les couches de la classe politique au sens large et les partis politiques –, ont laissé un pays exsangue, écartelé.

Dans cette situation quasi chaotique (cette « ingouvernabilité », selon le discours à la mode) Felipe Calderón a instauré non sans mal le deuxième gouvernement du PAN. Discrédité dès l'origine, plombé par les six années du premier gouvernement du PAN dont il prenait la succession, il s'est retrouvé en pleine tempête, exposé à l'indignation et à la fureur d'un pays largement désillusionné et désemparé.

La guerre comme légitimation

A la surprise générale, sans que cela ait constitué un axe de son programme ou de sa campagne présidentielle, Calderón a lancé son gouvernement dans une attaque frontale contre le narcotrafic, une véritable déclaration de guerre, avec des opérations militaires qui se sont développées d'un bout à l'autre du territoire national et ont mobilisé quelque 60 000 hommes. Si le « crime organisé » s'est effectivement développé dans les années 1980, son existence est bien antérieure, tout comme ses liens avec les gouvernements successifs, l'appareil d'État et l'oligarchie de l'argent. Fonctionnaires de l'État, policiers, militaires, services des douanes, juges, banquiers, etc, se sont trouvés impliqués sous diverses formes et à différents niveaux dans l'activité des cartels de la

drogue, souvent intégrés voire même dirigés par d'anciens militaires ou policiers³/. Les États-Unis et le Mexique ont connu à cet égard des relations conflictuelles, dans lesquelles entraient en jeu différentes instances gouvernementales. Collaborations, méfiance, coups bas, infiltrations et complicités, les épisodes ont été nombreux (et ne cesseront pas de si tôt).

Il s'agit d'un phénomène qui s'est progressivement enraciné, en grande partie du fait que la corruption (y compris sous sa forme socialisée) a toujours été un trait caractéristique non seulement du régime patrimonialiste et de son fonctionnement propre, mais aussi de la culture du PRI, de la culture nationale qui a marqué fortement et profondément notre pays. Elle est liée aux inégalités économiques et aux stratégies néolibérales qui ont paupérisé de larges couches de la population accablées par le chômage et laissées sans perspective (en particulier les jeunes qui représentent près de 8 millions de « ni-ni » – ni études ni emploi).

Le narcotrafic est bien un phénomène persistant de la réalité mexicaine, mais il se caractérise aussi par ses ramifications internationales toujours plus amples et diversifiées. Il est vrai qu'il n'a été combattu que de façon erratique par les gouvernements successifs, mais sa croissance explosive est surtout le produit de la mondialisation néolibérale du capitalisme et de l'ouverture générale des marchés à l'échelle planétaire. Le marché de la drogue, comme celui des armes ou l'économie informelle, sont des formes perverties du capitalisme qui génèrent d'énormes profits. Les cartels de la drogue ont le double



³/ Voir par exemple Diego Enrique Osorno, *El* cártel de Sinaloa. Una historia del uso político del narco, De Bolsillo, Random House Monda-

dori, Mexico, 2009 et Ricardo Ravelo, *El narco* en México. Historia e historias de una guerra, Grijalbo, Mexico, 2011.



caractère d'association criminelle et d'entreprise capitaliste. C'est pourquoi ils entretiennent des liens essentiels (des complicités clandestines) avec d'autres entreprises officielles comme les banques, nécessaires à la « légalisation », au lavage et au recyclage des flux monétaires qu'ils engendrent. Il s'agit bien d'un problème global. Il ne peut pas être résolu dans le cadre des frontières du Mexique, qui n'est qu'une voie de passage vers le prédateur qui accapare l'essentiel de sa production, les États-Unis

Au premier abord le choix du président Calderón est inexplicable. Pourquoi faire de la guerre contre le narcotrafic et le crime organisé la stratégie essentielle de son gouvernement, y impliquer l'ensemble de l'appareil d'État et en faire un signe distinctif de l'exercice du pouvoir par le PAN ? Cette guerre n'a pas été imposée à Calderón, elle n'est pas la réponse à un quelconque saut qualitatif dans les exactions du crime organisé depuis sa prise de fonction,

qui l'aurait inéluctablement obligé à modifier radicalement les priorités de son gouvernement.

Il s'agit bien plutôt d'une guerre qui ne dit pas son nom et qui précipite le pays dans une situation de désarroi et d'inquiétude. Ce choix politique de Calderón est *un pari* lourd de conséquences dévastatrices à court et à long terme⁴/. La prétendue guerre contre le narcotrafic ne fait que mettre en évidence la production et la fourniture de drogues aux États-Unis sans s'en prendre aux causes profondes qui pourraient conduire à démanteler ce négoce rentable⁵/.

Il s'agit finalement d'une sorte de fuite en avant, de dérobade face à une situa-



4/ Je reprends ici des éléments de mon article « Guerra, política, resistencias y alternativas (En torno al debate sobre ética y política) », Rebeldía, Mexico, nº 78, 2001. Diego Osorno insiste sur l'importance du contexte politicosocial dans la décision du nouveau président : « Le contexte – la rébellion à Atenco et Oaxaca, « l'autre campagne » organisée par les zapatistes de l'EZLN, la crise interne du syndicat des travailleurs des mines et, surtout, les mobilisations massives derrière López Obrador – a joué un rôle clé dans la proclamation de la guerre contre le narcotrafic ". Problème récurrent des pouvoirs en place ces cent dernières années, le narcotrafic a ainsi été élevé par Calderón au rang d'ennemi majeur et maléfique, ce qui permettrait à un gouvernement qui l'affronte d'y gagner une légitimité contestée dès l'origine. » (op. cit. p. 303).

5/ Des éléments révélateurs ont récemment été publiés : « Au cours des deux dernières présidences, le crime organisé a blanchi dans le pays plus de 46,5 milliards de dollars provenant d'activités illégales, d'après un rapport de la Banque du Mexique. Pour les seules six dernières années, en pleine guerre contre le narcotrafic et le crime organisé, on peut attribuer plus de 31 milliards de dollars à des activités illicites. Cela traduit plus qu'un doublement par rapport à la présidence de Fox d'après les données sur la comptabilité des mouvements de capitaux que fournit trimestriellement la banque centrale. » (La Jornada, 29 novembre 2011).

tion de *crise politique* engendrée par la fraude qui lui a permis d'accéder à la présidence de la République, et de crise de légitimité des institutions de l'État qui s'en est suivie et qu'elle a aggravée. Cette « guerre du pouvoir », comme l'a relevé le sous-commandant Marcos, a été menée par Calderón dans l'intention de « détourner l'attention et de ne pas répondre à la très large mise en cause de sa légitimité »⁶/. C'est une forme particulière de la politique de l'État⁷/qui résulte de l'incapacité à formuler des alternatives à une crise qui ne cesse de s'aggraver

Sécurité, insécurité, peur

Le tournant vers la guerre, à l'origine, ne visait pour le gouvernement qu'à affirmer son autorité par des coups de force en déployant l'armée dans les rues, une armée qui se voyait attribuer illégalement des fonctions de police (au prix du discrédit des différents corps de police et de l'appareil judiciaire et de l'accréditation des suspicions et des accusations d'incompétence)⁸/. Mais très vite la situation a échappé au gouvernement et la violence a imposé sa propre logique dévastatrice.

L'objectif affiché était de rétablir la sécurité alors que ses initiatives ne faisaient que l'aggraver et la généraliser. En réalité il ne s'agit que d'une tentative désespérée d'aboutir à un consensus social. Or c'est l'inverse qui se produit. Procédures judiciaires avortées, criminalisation des opposants et des résistances sociales, affrontements fréquents et souvent imprévisibles entre forces paramilitaires (cartels de la drogue) et militaires (dont la marine, mobilisée pour cette guerre loin de son champ d'action et de ses missions naturelles), rafles et opérations militaires ciblées et massives, tortures et dispa-

6/ Sous-commandant Marcos, « Apuntes sobre las guerras (Carta primera a Don Luis Villoro Toranzo) », Rebeldía, Mexico, nº 76, 2011. On peut pratiquement affirmer qu'il y a consensus sur le fait que la guerre contre le narcotrafic relève d'une décision politique guidée par la recherche de légitimité. Outre les auteurs mentionnés dans la note 3, on peut également se reporter, par exemple, à Jorge Chabat, « La respuesta del gobierno de Felipe Calderón al desafío del narcotráfico: entre lo malo y lo peor », in Arturo Alvarado et Mónica Serrano, Los grandes problemas nacionales. T. XV. Seguridad nacional y seguridad interior, El Colegio de México, Mexico, 2010; ou encore à deux fonctionnaires du gouvernement de Fox, Rubén Aguilar et Jorge G. Castañeda, El narco: la guerra fallida, Punto de lectura Santillana, Mexico, 2009: « la raison majeure de la déclaration de guerre du 11 décembre 2006 est d'ordre politique : obtenir la légitimité refusée

par les urnes et les mobilisations contre la fraude en investissant les rues, les routes et les champs aujourd'hui peuplés de Mexicains en uniforme (p. 13).

(p. 13).

Carlos Aguirre Rojas, « La guerra, la política y la ética. Reflexiones sobre una carta », Rebeldía, Mexico, n° 77, 2011.

*/ Le général en retraite, Jorge Carrillo Olea, ancien gouverneur de l'État de Morelos, qui a servi plusieurs gouvernements du PRI, écrit à propos de Calderón: « La motivation première de sa politique de sécurité était de procéder à un coup de force autoritaire qui affiche la dureté de sa présidence, mais il a commis des erreurs et des omissions [...] A proprement parler il ne dispose pas de forces de police et les forces armées ne sont pas formées pour assumer de telles missions. » (México en riesgo. Una visión personal sobre un Estado a la defensiva, Grijalbo, Mexico, 2011, p. 200).

ritions, c'est une longue litanie de violations réitérées des droits humains qui, loin de légitimer le gouvernement, ont sapé le prestige d'une armée qui apparaît clairement au-dessus des lois, arbitraire, brutale et corrompue⁹/. Le gouvernement du PAN a fait de la sécurité le signe distinctif de son mandat. Il a mobilisé des moyens, notamment financiers, totalement disproportionnés (comme le souligne le sous-commandant Marcos). Les conséquences de cette situation inédite seront difficiles à effacer et elles pèseront durablement sur le caractère des forces armées et leur place dans l'appareil d'État. Incapable de restaurer ou d'instaurer la sécurité dans des régions ou des États aux prises avec la crime organisé, la guerre engagée par le Président a, au contraire, généralisé l'insécurité à l'échelle du pays.

La présence massive de l'armée dans les rues et dans les lieux les plus divers pèse sur la vie quotidienne. Loin de se sentir protégés les gens subissent contrôles, outrages et représailles alors que ne diminue en rien la présence tout aussi menaçante du crime organisé. Les mesures arbitraires, les stratagèmes et les mensonges tant des militaires que du gouvernement (de véritables performances, comme le souligne Diego Osorno), aggravés par la complicité systématique et révoltante des médias, sont partie intégrante de la guerre que mène Calderón. Son objectif fondamental est de créer un climat de peur généralisée, d'instaurer un consensus de la peur au sein de différentes couches sociales faute de pouvoir obtenir un consensus social réel. Mais alors que la guerre s'étend, les classes privilégiées commencent à en subir les conséquences dans une économie profondément polarisée et anémique qui, certes, a permis leur enrichissement mais connaît aujourd'hui la crise et la stagnation. De plus, loin de cesser, les crimes et les opérations frauduleuses du narcotrafic se multiplient, tout comme les victimes innocentes et les violations des droits humains.

L'État apparaît ainsi comme l'administrateur de l'insécurité générée par la peur. Le président Calderón semble avoir appris de l'expérience de George Bush qui, par la dénonciation de prétendues menaces catastrophiques, une propagande orchestrée dans les médias et des mensonges d'État, a pu imposer la guerre en Irak. Cela lui a permis d'asseoir et de renforcer son pouvoir (marqué par une violence et une illégalité accrues) aux États-Unis comme à l'échelle mondiale en promettant de gérer l'insécurité basée sur la peur 10/. L'objectif central de la guerre de Calderón, comme le souligne Sergio Rodríguez

^{9/} Une enquête récente réalisée par Human Rights Watch (HRW) dans un certain nombre d'Etats critiques (Baja California, Chihuahua, Guerrero, Nuevo León et Tabasco) a relevé 170 cas de tortures, 39 disparitions et 24 exécutions sommaires depuis l'arrivée au pouvoir de Felipe Calderón, et conclut: « Au lieu de réduire la violence, la guerre contre le narcotrafic a provoqué une explosion drama-

tique du nombre d'assassinats, de tortures et d'autres traitements inhumains de la part des forces de sécurité, ce qui ne fait qu'aggraver le climat d'incertitude et de peur qui prédomine dans de nombreuses régions du pays. » (La Jornada, 19 novembre 2011). Voir également le site www.comitecerezo.org.

^{10/} Voir Jacques Rancière, Moments politiques, La fabrique éditions, Paris, 2009, p. 124.

Lascano, n'est pas de « mettre fin au narcotrafic, mais de détruire le tissu social. Paralyser par la peur, par la crainte. Gouverner en recourant à ces instruments »¹¹/. Le premier gouvernement du PAN, présidé par Vicente Fox, avait déjà engagé une offensive contre les mouvements sociaux – et plus généralement contre toute forme de résistance ou d'opposition – par leur criminalisation et le recours à la répression de masse, comme à Atenco et Oaxaca en 2006¹²/ caractéristiques de la guerre de basse intensité qui, du Chiapas, a gagné d'autres États. Sous prétexte de guerre contre le narcotrafic, Calderón



a élevé au rang de politique d'État la généralisation d'une peur paralysante, qui conduit au conformisme, à la résignation, à l'insécurité. S'instaure ainsi un mode de vie quotidien qui en appelle à un État protecteur, avec comme corollaire l'omniprésence des forces armées¹³/. Les luttes revendicatives contre l'exploitation, la précarisation et la spoliation, le rejet des mascarades démocratiques de la classe politique et l'exigence du rétablissement des libertés n'ont pas leur place dans un Mexique militarisé¹⁴/, soumis à des règles arbitraires et à un état de siège latent. Le pays perd tout repère dans une atmosphère catastrophiste qu'alimentent en permanence les médias (dont l'influence est de plus en plus écrasante) et les gouvernements. Elle a pour but de mettre les différents secteurs sociaux au pas, de les forcer soit à différer leurs revendications et leurs

actions et à laisser le gouvernement mener sans entraves une guerre à l'emprise croissante, élargie à l'ensemble du pays, soit à courir le risque de se retrouver sur la liste des victimes de dégâts collatéraux.

11/ « La clase política y la guerra », Rebeldía, Mexico, n° 77, 2011 et « 2010: de la crisis de dominio a la organización independiente », Rebeldía, Mexico, n° 76, 2011. Dans le texte cité, le sous-commandant Marcos écrit : « Quels rapports sociaux peut-on conserver ou tisser si l'image dominante qui permet d'identifier un groupe social, si le sens même de communauté volent en éclat au cri de « sauve qui peut! » ? Cette guerre ne causera pas seulement des milliers de morts... et des profits juteux. Elle va également, et surtout, laisser la nation détruite, dépeuplée, irrémédiablement brisée. »

12/ Voir Informe de los derechos humanos en Chiapas, Oaxaca y Atenco, CCIODH, Barcelona, 2008.

13/ Carlos Fazio parle de la création délibérée d'un « climat disciplinaire qui présente comme allant de soi l'adoption de mesures toujours plus coercitives, d'une législation spécifique typique d'un État d'exception ». Il souligne : « on a préparé la population à accepter le recours aux techniques plus ou moins secrètes d'une guerre sale, ce qui, avec l'apparition des groupes paramilitaires et de répression sociale, a conduit au terrorisme d'État actuel » (« Terrorismo estatal e impunidad », La Jornada, 17 octobre 20011). 14/ C'est le président Ernesto Zedillo (1994-2000) qui a engagé la militarisation de la sécurité intérieure en intégrant des militaires dans les corps de police. Mais c'est sous les deux législatures du PAN que les budgets consacrés à la sécurité ont explosé et qu'a été menée à bien la militarisation des structures de l'État, un processus difficile à inverser. Voir à ce sujet, Arturo Alvarado y Jorge Zaverucha, « La actuación de las fuerzas armadas en la seguridad pública en México y Brasil: una visión comparada », in Alvarado y Serrano, Los grandes..., op. cit.



La guerre contre le narcotrafic n'est qu'une des guerres que mène le gouvernement : il est partout engagé dans une authentique *guerre sociale* contre les conditions de vie et de travail, contre les communautés systématiquement spoliées de leurs terres et des ressources naturelles au bénéfice du capital global, contre les migrants nationaux et étrangers, contre les jeunes, contre les femmes, contre les peuples indigènes en lutte pour retrouver leurs traditions d'organisation et de vie collectives¹⁵/.

État policier et résistances

Le rôle central dévolu à la guerre dans la politique du gouvernement conduit inévitablement au durcissement de l'autoritarisme, à la restriction des libertés et à la violation récurrente des droits humains. Comme toujours, l'État de droit est renvoyé à un avenir indéterminé alors que l'État d'exception et ses pratiques arbitraires sont la réalité quotidiennes, justifiés officiellement par la guerre en cours, dans une recherche impossible de légitimité pour un régime politique qui fait eau de toutes parts. La Constitution, les lois, les règles et la justice sont violées en permanence et l'ensemble des institutions de l'État subissent une dégradation accélérée. Se met en place « une sorte d'État pénal de contrôle à mesure que se dégrade l'État social », selon les termes de Rodríguez Lascano. Même si on peut difficilement affirmer qu'ait jamais existé au Mexique un authentique État social, il faut souligner que depuis les années 1980 on assiste à une remise en cause des prestations sociales, des droits acquis et des réformes qui avaient, tant bien que mal, permis de bénéficier de protections non négligeables (dans le cadre des relations clientélistes et corporatistes). De larges couches de la société avaient bénéficié de conditions de vie qui n'ont rien à voir avec la précarité généralisée qu'a générée le capitalisme néolibéral. On peut affirmer, parodiant Rancière, que « là où la marchandise règne sans limite... la forme optimale du consensus est celle que cimente la peur d'une société qui serre les rangs autour d'un État guerrier »; quand un État « minimal » abandonne ses prérogatives en matière sociale et laisse libre cours à la loi du capital, se dévoile « l'État réduit à son essence pure, autrement dit l'État policier » ; pour conclure avec force : « la communauté de sentiment qui soutient cet État et qui règne à son profit, c'est la communauté de la peur »16/. Mais la peur instaurée par « ceux d'en haut » se heurte à une résistance généralisée nourrie par l'indignation de « ceux d'en bas » face aux méthodes de la guerre et à ses conséquences sociales dévastatrices.

De nouvelles solidarités et de nouveaux réseaux sociaux se construisent qui, dans des conditions très difficiles et à contre-courant, dénoncent les

15/ Voir, par exemple, Bourbaki, El costo humano de la guerra por la construcción de un monopolio del narcotráfico en México (2008-2009) sur le site movimientoporlapaz.mx.
16/ Jacques Rancière, Moments..., op. cit., p. campagnes de désinformation et de manipulation des médias amalgamés au pouvoir, et dévoilent leurs mensonges, leurs stratagèmes et leurs objectifs inavoués. C'est dans

125.

ce cadre que s'inscrit la proposition avancée par le sous-commandant Marcos dans sa « carta primera... ». Dans la continuité de la campagne « Basta de sangre! » (« Plus une goutte de sang! ») lancée par différents caricaturistes avec Rius à leur tête, elle met en demeure la classe politique et ses différents partis de renoncer à miser sur le désastre auquel conduit inévitablement leur lutte pour le pouvoir en 2012 et appelle à construire un vaste mouvement pluraliste pour mettre fin à la guerre de Calderón. La mobilisation nationale qu'a impulsée le poète Javier Sicilia après l'assassinat de son fils Juan Francisco et de trois de ses amis à Morelos en mars dernier – la aoutte aui a fait déborder le vase d'une rage contenue – a commencé à s'organiser sous la forme d'un Mouvement national pour la paix dans la justice et la dignité (MNPJD) aux résonances clairement zapatistes. Une première manifestation de masse en avril à Cuernavaca, d'une ampleur sans précédent, a été suivie par la Marche du silence qui a conduit les manifestants de Cuernavaca jusqu'à Mexico, avec comme point d'orgue un vaste rassemblement sur le Zócalo le 8 mai dernier. Des caravanes se sont formées ensuite qui ont attiré non seulement des opposants mais aussi de nombreuses victimes de la guerre contre le narcotrafic et leurs proches. Elles ont d'abord parcouru le Centre et le Nord du Mexique pour converger vers Ciudad Juárez (« épicentre de la douleur ») où s'est tenue une réunion nationale qui a débouché sur la signature d'un Pacte national pour la paix 17/. Elles ont ensuite gagné le Sud et le Sud-Est du pays et rencontré



17/ Les objectifs sont les suivants : élucider les assassinats et les disparitions et établir la liste des victimes ; mettre fin à la stratégie de guerre et instaurer un système de sécurité citoyen ; combattre la corruption et l'impunité ; dénoncer les mécanismes financiers et les sources de profit du crime organisé ; promulguer un plan d'urgence pour la jeunesse et restaurer le tissu social et la démocratie participative. Sur les origines du mouvement dirigé par Sicilia, voir Mario Casasús, « La Caravana del Consuelo: origen y recorrido », *Memoria*, n° 251, avril-septembre 2011.



les zapatistes à Oventic. Vingt-six États ont été sillonnés à la rencontre de nombreuses victimes et de leurs proches, mais aussi de communautés ecclésiales de base, d'associations de citoyens et de défense des droits humains, de défense des migrants ou des personnes disparues, etc. Enfin – et cela a provoqué une vive polémique, la plus sérieuse depuis sa création sept mois plus tôt – le Mouvement pour la paix s'est réuni par deux fois avec le président Calderón au Castillo de Chapultepec (en juin et en octobre), puis avec des représentants du pouvoir législatif.

L'objectif général du Mouvement est de faire connaître et de rendre visibles les milliers de victimes de la guerre condamnées comme criminels ou complices du narcotrafic par le gouvernement, de rompre le « cercle de la criminalisation » et d'obtenir justice 18/. Le gouvernement de Calderón n'a évidemment rien changé à sa stratégie militaire et a même radicalisé son discours, en expliquant qu'il n'y pas d'autre choix face au narcotrafic qui a infiltré les corps de police, les pouvoirs publics, etc. Mais le triomphalisme aveugle et incohérent du pouvoir ne résiste pas au désastre de la réalité 19/. Le mouvement dirigé par Javier Sicilia a sans aucun doute constitué la riposte la plus significative à la guerre gouvernementale et à ses dramatiques conséquences. Il est à l'origine de nombreuses manifestations qui partout réclament que la guerre cesse et que le gouvernement change de stratégie ; qui tirent de l'anonymat les milliers de victimes et combattent résolument les atteintes aux droits humains commises par l'armée et les différentes forces de sécurité ; qui dénoncent le fait que non seulement le nombre des crimes et des exactions des cartels de la droque n'a pas baissé, mais qu'au contraire on assiste à une explosion du nombre de vols, d'extorsions de fond, de prises d'otage et de toutes sortes de crimes commis par ceux-là mêmes qui ont officiellement en charge la sécurité du pays.

Mais les mobilisations du MNPJD, au-delà de leur impact et de leur force symbolique, n'ont pas pu cristalliser un authentique mouvement politique et social s'organisant dans la durée. Cela n'a pas non plus permis de surmonter les difficultés que rencontre la formation d'une nouvelle organisation, même sous la forme d'un réseau d'organisations et de citoyens. Ses animateurs parlent d'une « crise de croissance » et de la nécessité de se réorienter vers un mouvement de résistance civile²⁰/. Quoi qu'il en soit, le Mouvement pour

18/ Les informations concernant ces « entretiens » sont disponibles sur le site movimiento por la

financière, les narcotrafiquants ont réussi à contrôler le pouvoir politique de nombreuses municipalités et d'entités fédérales... Il n'est pas possible d'endiguer le narcotrafic et son déferlement de violences. La guerre dure depuis plus de quatre ans et douze casernements sont mobilisés... (Ravelo, *El narco en México..., op. cit.*, p. 277)

p. 277). ²⁰/ Voir José Gil Olmos, « El Movimiento por la Paz busca nuevos líderes », *Proceso*, México, n° 1829, 20 novembre 2011.

paz.mx.

197 « La guerre de Calderón... n'a garanti la sécurité de personne. Son gouvernement, noyauté par la mafia, totalement désarticulé, n'a les moyens de garantir ni la vie ni les biens des citoyens. Le pire de cette situation, c'est que les réseaux criminels se développent, se renforcent dans l'ensemble du pays et au-delà de ses frontières... En apportant leur manne

la paix est une des principales composantes des résistances et des luttes qui se développent au Mexique dans des conditions particulièrement difficiles, contre toutes les guerres de l'État et l'oligarchie de l'argent. Il a essaimé dans tout le pays, dans les communautés et les populations victimes du despotisme effréné (« dérégulé ») du capital. On assiste à une véritable révolte quotidienne, certes fragmentée, souvent isolée, au processus inégal mais qui s'inscrit dans la durée²¹/. Le défi consiste précisément à trouver la manière de vertébrer ces luttes, de les renforcer et de les unifier, de faire la jonction entre leurs revendications spécifiques et des mots d'ordre politiques plus globaux tels que la fin de la guerre contre le narcotrafic, la défense des droits humains et des libertés démocratiques et la résistance face à l'action destructrice du capitalisme néo-libéral.

L'atmosphère d'insécurité et de peur liée à la guerre et à la militarisation rend difficile l'articulation des luttes et des résistances. La campagne pour l'élection présidentielle, qui est déjà ouverte, sera surdéterminée par cette situation. En l'état actuel, on ne voit pas se dessiner de propositions unifiantes comme celles qu'avaient impulsées les zapatistes à l'occasion des élections de 2006 dans le cadre de « l'autre campagne ». Les partis politiques et la classe politique dans son ensemble, frappés d'autisme, s'engagent dans cette campagne comme si la situation actuelle n'avait rien d'exceptionnel. En 2009 déjà, aux élections de la mi-mandat, des groupes d'intellectuels avaient préconisé le vote nul en signe de rejet de l'ensemble des partis et de la classe politique. À nouveau, des propositions et des débats sur des choix stratégiques surgiront de la base. Mais si rien ne change, a déclaré Javier Sicilia, nous assisterons à des « élections de l'ignominie ».

Pour l'heure la guerre contre le narcotrafic et les guerres sociales perdurent. L'armée et la marine, qui n'ont ni la compétence ni la mission de mener à bien des opérations de police ou de luttes contre le crime organisé, continuent à se déployer dans les rues en agissant avec les méthodes qui sont les leurs pour combattre dans une logique de guerre et de destruction un ennemi difficile à localiser, à cerner et à mettre hors d'état de nuire. Les forces armées qui sont supposées défendre la souveraineté du pays et contrôler ses frontières (aussi poreuses que perméables) occupent la rue dans le cadre d'une guerre civile voulue par un président en mal de légitimité, plombé par ses échecs, et qui se prépare à l'effondrement inévitable de son parti. Il reste à se mobiliser pour empêcher que le pays ne s'effondre à son tour, en faisant naître des alternatives de changement authentiques et durables.

Traduction Robert March

²¹/ Voir mon article « La revuelta cotidiana », *Rebeldía*, Mexico, n° 75, 2010.



